

1605

**ALLOCATION PRONONCEE PAR MME  
DIENE KEITA-DJERMAKOYE,  
REPRESENTANT RESIDENT a.i. DU  
PNUD, A L'OCCASION DE  
L'OUVERTURE DE LA CONFERENCE  
SOUS-REGIONALE DE SUIVI DU  
SOMMET SOCIAL  
OUAGADOUGOU, 28 JUIN 1999**

-----  
Excellence Monsieur le Premier Ministre,  
Excellence Monsieur le Ministre d'Etat  
Ministre des Affaires Etrangères,  
Excellence Mesdames, Messieurs les Ministres  
et Chefs de Délégation,  
Excellence Chefs de Mission Diplomatique  
Madame le Secrétaire Exécutif de la CEA,  
Mesdames, Messieurs les Représentants des  
Organisations Internationales et  
Interafricaines,  
Autorités religieuses et coutumières,  
Distingués Délégués,  
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais vous dire combien je suis honorée de prendre la parole au nom du Programme des Nations Unies pour le Développement à l'occasion de la session d'ouverture de cette Conférence sous-régionale consacrée au suivi du Sommet Social.

Permettez-moi tout d'abord Excellences, Mesdames, Messieurs, de vous remercier chaleureusement d'avoir fait le déplacement de Ouagadougou, en dépit de vos programmes d'activités fort chargés. Votre présence ici témoigne si besoin est, de l'engagement des Gouvernements et institutions que vous représentez en faveur de la lutte contre la pauvreté et du développement économique et social de l'Afrique.

Permettez-moi également de saluer tout particulièrement, et de remercier chaleureusement les Autorités nationales et le Gouvernement burkinabè qui ont accepté, confirmant une tradition et une réputation d'hospitalité bien établies, d'abriter cette rencontre. C'est là le témoignage renouvelé de l'adhésion du Burkina Faso aux idéaux de développement de l'Afrique.

Excellence Monsieur le Premier Ministre, honorables invités,

L'instauration par l'Assemblée Générale des Nations Unies de la décennie 1997-2006 pour l'élimination de la pauvreté, repose sur le constat à la fois irrécusable et intolérable qu'à l'orée du troisième millénaire, quelque 20% de la population mondiale reste confronté au quotidien, au fléau dégradant de la pauvreté, nonobstant les progrès remarquables accomplis sur le chemin du développement.

En effet, au cours des trois dernières décennies, les pays en développement ont vu augmenter les revenus moyens de leurs populations, la mortalité infantile reculer, l'espérance de vie s'accroître, l'éducation des enfants et l'alphabétisation des adultes s'accélérer et s'amplifier.

L'évolution des indicateurs sociaux témoigne sans conteste d'améliorations remarquables. Il y a trente ans, près des trois quarts de l'humanité vivaient dans des conditions de pauvreté scandaleuse ; aujourd'hui même si l'ampleur de la pauvreté reste inacceptable, cette proportion est tombée à un cinquième environ.

En dépit de réels motifs de satisfaction, nous allons aborder le XXI<sup>e</sup> siècle sans avoir atteint notre objectif de développement fondamental, à savoir un développement humain durable qui garantisse à chacun une

vie active, lui permettant de réaliser ses aspirations matérielles, sociales, intellectuelles et spirituelles.

La difficulté à réduire la pauvreté est devenue une menace pour tous les pays, riches comme pauvres, et un défi majeur pour les gouvernements. Le plus souvent, les pauvres sont mal nourris et mal logés ; ils ont un faible accès aux services sociaux de base ; ne jouissent pas d'une bonne santé, et leur instruction est médiocre. Privés au surplus d'un accès équitable aux institutions et aux opportunités d'emploi et de marchés, les pauvres sont frappés par la marginalisation et l'exclusion politique et sociale.

Aujourd'hui, trois phénomènes supplémentaires suscitent ou ressuscitent la pauvreté avec une ampleur nouvelle à l'échelle mondiale - le déchaînement des conflits, l'épidémie du VIH/SIDA et la

dégradation de l'environnement. Ces trois phénomènes, ou du moins leur conjugaison, ont fait replonger des millions d'individus dans la pauvreté au cours des 15 dernières années, en s'attaquant à leurs ressources et en détruisant leur environnement.

Dans ce contexte, l'élimination de la pauvreté s'impose de plus en plus nettement, comme un défi majeur pour les années à venir, spécialement dans les régions les plus affectées et plus particulièrement en Afrique sub-saharienne.

La pauvreté y constitue en effet l'un des tous premiers défis, tant par son ampleur et sa progression relative que par la menace sérieuse qu'elle fait peser sur la stabilité socio-politique et économique.

Aujourd'hui 32 des 48 pays les moins avancés et 34 des 45 pays considérés comme

ayant un faible niveau de développement humain se trouvent en Afrique.

L'Afrique au sud du Sahara compte selon les plus récentes estimations environ 250 millions de pauvres, soit environ 45% de la population. Plus alarmant encore, la pauvreté est en sensible progression, en raison notamment d'une quasi-stagnation de la croissance des revenus par habitant (2,1% sur la période 1991-1997), et de perspectives modestes d'expansion économique pour l'ensemble du continent (3,1% sur la période 1999-2005).

Au plan du développement humain, les défis de l'Afrique au sud du Sahara apparaissent considérables malgré un certain nombre de progrès manifestes. Les indicateurs sanitaires et éducatifs expriment des déficits importants. Les taux de morbidité et de mortalité sont aujourd'hui plus élevés en

Afrique que dans le reste du monde. Les normes de santé et de nutrition se sont détériorées, et l'Afrique est le continent le plus durement touché par le Sida.

En outre, le réveil des conflits armés y fait des ravages terribles, justifiant les quelque sept millions de réfugiés soit plus de la moitié du total des réfugiés dans le monde. Par ailleurs, l'on compte actuellement environ 20 millions de personnes déplacées à l'intérieur des espaces nationaux.

Bien que la situation puisse varier selon les pays, il est reconnu que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel sur lequel influe un large éventail de facteurs. On peut citer entre autres, le manque d'accès des pauvres, aux ressources productives, et aux services sociaux essentiels (santé, éducation et eau salubre). De même, leur faible niveau de participation aux processus politiques et leur